

CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'AGEFICE

Les bénéficiaires doivent pouvoir attester du versement de la Contribution à la Formation Professionnelle (CFP)

Conformément à la loi, l'AGEFICE n'est susceptible d'intervenir qu'auprès de ses ressortissants, à jour de versement de la contribution à la formation professionnelle.

■ LES DROITS À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les droits à la formation professionnelle sont conditionnés par le versement de la Contribution à la Formation Professionnelle.

Le droit à la formation professionnelle des travailleurs non-salariés est conditionné par le versement de la Contribution à la Formation Professionnelle : la CFP.

Cela suppose :

- Que les travailleurs non-salariés soient immatriculés,
- Qu'ils soient appelés à verser cette contribution,
- Qu'ils assurent le versement de celle-ci,
- Qu'ils soient destinataires d'une attestation de versement et
- Qu'ils soient en mesure de produire cette attestation auprès du Fonds d'Assurance Formation susceptible de financer les actions de formation dont les dirigeants estiment avoir besoin.

■ LA NÉCESSAIRE CONTRIBUTION VERSÉE PAR LES INDÉPENDANTS

Les Fonds d'Assurance Formation de non-salariés sont destinés à recevoir la contribution versée par leurs ressortissants.

Ils ne sont susceptibles d'intervenir qu'auprès de leurs ressortissants à jour de versement de la CFP.

■ L'ATTESTATION DE LA CONTRIBUTION À LA FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP)

Dans le cadre de la législation actuelle, la Contribution à la Formation Professionnelle est réalisée par les services de recouvrement des cotisations sociales des travailleurs non-salariés.

Une fois le montant acquitté, les services de collecte délivrent une attestation de versement de la CFP. Cette attestation permet aux ressortissants de faire valoir leurs droits et mentionne le FAF compétent. Une fois le montant acquitté, les services de collecte délivrent une attestation de versement de la CFP. Cette attestation permet aux ressortissants de faire valoir leurs droits et mentionne le FAF compétent.

Les fonds collectés sont ensuite reversés aux Fonds d'Assurance Formation habilités, moyennant le prélèvement de 2,5% de frais de gestion et répartis entre les différents fonds en fonction de la population des cotisants relevant du champ d'intervention de chaque fonds.

Les textes prévoient ainsi un reversement en fonction des cotisations versées par les cotisants, selon le champ de compétence de chaque fonds.

